

Conjurer la peur

Pas de candidature éjectable

Contribution de Catherine MILLS, section PCF Paris5è-6è et proposition d'amendement

1. L'enjeu auquel il faut répondre est celui de l'issue à la crise. Ce n'est pas seulement une crise sanitaire, c'est une crise systémique du capitalisme, une crise de civilisation. La gestion gouvernementale de la pandémie est calamiteuse, sur les vaccins, l'asphyxie de l'hôpital. C'est aussi la crise morale notamment chez les jeunes et les précaires. C'est la crise politique et notamment la crise de la gauche et son discrédit. Il nous faut mener un débat intense avec tout notre peuple sur le chemin de l'issue, ses objectifs, ses leviers d'action. Il s'agit de construire la résistance, avec un grand mouvement populaire contre la domination du capital, un renforcement du mouvement social, ainsi qu'une posture unitaire pour une gauche de combat et d'alternative. Il y a besoin de l'originalité communiste pour déverrouiller les esprits et combattre l'abstention, notamment des catégories populaires, avec des propositions concrètes pour changer la vie. Nous apportons notre projet de construction d'un nouveau système de sécurité d'emploi et de formation, une perspective de liberté et d'émancipation de la personne humaine au-delà du travail. L'envolée des bourses, alors que la situation des hôpitaux est dramatique, montre l'importance de notre pétition « l'argent pour l'hôpital, pas pour le capital », ainsi que la pétition européenne "pas de profit sur la pandémie". Contre l'enjeu du capital, nous devons avancer nos propositions radicales sur une autre mobilisation et utilisation de l'argent, pour une tout autre gestion des entreprises, la promotion des services publics et de droits nouveaux des salariés ainsi qu'un nouvel internationalisme.

2. Déjouer la peur. Certains camarades mettent en avant la peur. La peur de diviser, de ne pas avoir de députés, la peur face à la menace d'un 2è tour Macron-Le Pen avec même la possibilité d'une victoire de Marine Le Pen. Tout ceci doit être pris au sérieux, mais la peur ne doit pas paralyser, elle est mauvaise conseillère, ce n'est pas en succombant à la peur que l'on conjure les risques, il faut l'affronter. Il nous faut avancer des propositions radicales et réalistes à la hauteur des exigences populaires, face à toutes les dérives et au désarroi, y compris pour conjurer ces dangers. Le pourrissement de la situation politique française et l'aggravation de la crise contribuent au grave danger de l'élection de M. Le Pen. D'autant que la gauche au pouvoir a beaucoup déçu, elle a accompagné et aggravé les politiques néolibérales de soutien au capital et de régression sociale. Le pouvoir, la droite et l'extrême droite avec une tonitruante campagne médiatique cherchent à imposer un débat identitaire, où l'ennemi ce serait l'autre. **Pour faire reculer sur le fond les idées venues de l'extrême droite, qui gangrènent le débat,** nous devons imposer le débat social et répondre concrètement aux difficultés de notre peuple. La bataille des idées est incontournable, et notre candidature indispensable. Nous voulons construire l'unification des exploités et des dominés. Non pas sur la base d'un « magma » populiste qui ne construit rien et ne permet en rien de faire rempart à l'extrême-droite, bien au contraire. Pour tracer le chemin des émancipations humaines, nous devons porter les axes transformateurs de promotion des services publics, des biens communs dont la santé, de la Sécurité d'emploi et de formation, etc. Cela implique de nouvelles conquêtes démocratiques, des pouvoirs des salariés sur les entreprises, sur les institutions

et la société, sur l'utilisation de l'argent contre à la domination du capital, pour un autre type de production, de consommation, de financement.

3. **Jean-Luc Mélenchon** prétend viser, comme nous, le refus des solutions de droite et des dérives de la gauche social-démocrate, devenue de plus en plus néolibérale. Sa posture est importante car lors des précédentes présidentielles, c'est pour une grande part notre électorat qui a assuré son score. On ne peut pas refouler le débat. JLM se présente comme plus unitaire que jamais en déclarant: nous faisons partie de la même « famille ». Et il nous propose précisément un contrat pour les législatives avant les élections présidentielles, ou pendant. On voit ce qu'il en est dans les Hauts de France où il s'est impliqué pour casser la possibilité que Fabien Roussel soit tête de liste. Et nous nous retrouvons tous unis derrière une candidate de EELV quasiment anti-industrie, dans une région ouvrière et industrielle. Il s'agit de nous faire taire. C'est la question des contenus qui est fondamentale, pas pour le seul PCF, mais pour changer la vie, pour affronter les réalités dures de la crise.

4. Le texte pour la conférence nationale se prononce pour une **candidature communiste à l'élection présidentielle**. C'est positif. Il contient des propositions de fond qui tracent un projet solide. Cependant **il bute sur l'articulation élections présidentielles et législatives** (p.8). Cette question conditionne le sens et la force de notre candidature à la présidentielle. Je rejette le principe d'une nouvelle « offre politique » « *un contrat de législature* » ou "un pacte d'engagements législatifs communs", qui serait préparé et construit avec les forces de gauche, *pendant* la campagne présidentielle. Cela soumettrait la présidentielle aux accords de sommet pour l'élection législative. Ainsi, dans le même temps où notre candidat devrait mener la bataille des idées sur les issues à la crise systémique, en pointant ce qui nous différencie, et alors que les lignes doivent bouger pour refonder une gauche à la hauteur, nous enverrions contradictoirement le message que les convergences sont déjà suffisantes pour construire une entente sur des contenus minima et des alliances électorales. Cette démarche revient à rabattre la présidentielle et à en faire le sous-produit des compromis pour les législatives. Cette mise sous tutelle **paralyserait la bataille sur les contenus**. On rentrerait déjà dans un compromis de sommet, car un contrat de législature est d'abord une négociation de sommet. Avant d'avoir déployé jusqu'au bout les potentialités de notre campagne pour que nos propositions s'installent dans le débat public, répondent aux attentes du mouvement social, on se met en « mode union-compatible », on arrondit les arêtes du débat à gauche pour élaborer un "pacte" minima. Cela conduirait à édulcorer nos propositions, et donner l'illusion du changement à portée de main, avec une gauche en l'état. Ce serait le **risque d'une candidature rétractable, éjectable ou d'une candidature de témoignage**. Car, si nous pouvons déjà nous entendre, pourquoi mener à terme notre candidature pour la présidentielle? J.L. Mélenchon va se précipiter et répondre à « l'offre politique ». De très fortes pressions externes et internes vont s'exercer pour que notre candidat s'efface derrière celui que les sondages auront mis en meilleure position. Ce « *contrat de législature* » ou ce "*pacte d'engagements législatifs communs*" deviendrait l'horizon de notre campagne présidentielle. Cette idée de le construire dans le temps de la présidentielle fait prédominer **une vision "parlementariste" du changement**, sous-estime l'impérieuse nécessité du débat d'idées, des mobilisations populaires, et de la refondation à gauche sur de nouvelles bases. Si la proposition faite par certains d'une clause de revoyure avec une nouvelle conférence nationale prévoyant une candidature rétractable a été rejetée, ce

contrat ou ce pacte reste une camisole que de nombreux camarades ont critiqué. Le texte, en l'état, insiste sur une « construction politique », au détriment de l'intervention populaire. L'invocation d'une majorité de gauche dite à contenu progressiste reste bien mince. Et surtout, elle prend le pas sur l'absolue nécessité du débat d'idées, de contenu, qu'il faudrait faire avancer y compris au sein de la gauche. Mais, comment mener ce débat d'idées si, au motif de négociations parallèles sur un contrat ou un pacte de législature », on réduit nos propositions à un plus petit commun dénominateur ? La présidentielle, ce n'est pas seulement le Président de la République avec son mode d'élection et ses pouvoirs exorbitants, c'est aussi un grand moment de disponibilité des françaises et des français pour un débat de projet. Nous devons avoir confiance dans notre projet, il doit être conjugué à notre posture unitaire et notre ancrage dans les luttes, il doit aider aux luttes. Les camarades que l'on rencontre dans les mobilisations à la base ont confiance. Ils attendent de nous que y allions clairement. La bataille à mener doit conjuguer bataille d'idées, mouvement populaire, députés communistes, rassemblement à gauche avec un contenu progressiste.

Amendement de Catherine MILLS section PCF5è-6è, fédération de Paris, p.8 remplacer les lignes 10 à 17 par le texte suivant :

A l'issue de l'élection présidentielle, dans une dynamique populaire devant et avec les citoyen.ne.s, nous impulserons la construction d'un pacte d'engagements communs, dont des engagements législatifs, entre les forces de gauche et écologiques, visant à renforcer le groupe communiste ainsi que le nombre des députés de gauche, sur un programme enthousiasmant pour notre peuple si possible jusqu'à la victoire.

Notre proposition de « pacte d'engagements législatifs communs » serait discutée après et non pendant la présidentielle, elle serait appuyée sur les idées que nous aurions portées dans la campagne . Ce pacte d'engagements se ferait en lien avec le mouvement populaire. Il porterait à la fois sur des mesures immédiates, des mesures structurelles, et des ententes électorales avec un véritable contenu transformateur, renforçant le poids des députés communistes et de toute la gauche, ouvrant la voie, à une politique permettant de sortir le pays de la crise. Il ne faut pas soumettre la présidentielle, et son débat d'idées, à des accords a minima .Nous devons pouvoir mener la campagne présidentielle en apportant notre projet. Il nous faut se saisir de ce débat pour déjouer le piège qui, sous couvert de conciliation, peut déboucher sur un effacement renforcé du parti et de ses idées, comme on l'observe à l'occasion des élections régionales, notamment en IDF. Ne rentrons pas dans cette campagne à reculons, ne renouvelons pas l'erreur de 2017 d'être restés sur le bord de l'arène, en implorant l'unité et enfinissant par un ralliement, ayons confiance en la force de nos propositions pour mettre au centre du débat les exigences populaires y compris pour celles et ceux qui n'attendent plus rien des urnes.